

Chine : l'émergence d'un géant **Michel Husson, Rouge n°2128, 6 Octobre 2005**

La Chine n'est pas seulement une immense fabrique de tee-shirts. C'est aussi une société en pleine mutation, qui regroupe un cinquième de la population de la planète, et qui fait irruption sur la scène de l'économie mondiale.

La Chine échappe aux catégories classiques, puisque c'est un pays dirigé par un Parti communiste qui joue à fond la carte de la mondialisation libérale. On retrouve cet assemblage inédit dans sa structure économique, qui « empile » plusieurs secteurs et qui évolue très rapidement selon un double mouvement, de libéralisation à l'intérieur et d'ouverture aux capitaux.

Libéralisation et ouverture

Ce sont d'abord les petites entreprises industrielles des bourgs et villages qui se sont rapidement développées au cours des années 80. Elles continuent à être appelées collectives, mais il s'agit en fait d'entreprises mixtes, certaines à statut coopératif, en tout cas de plus en plus gérées selon des normes privées. Les années 90 ont vu l'émergence d'un nouveau type d'entreprises avec une première phase d'investissement étranger provenant pour l'essentiel de la « diaspora » : Taïwan, Hong-Kong, Macao, etc. Enfin, après la crise financière de 1997, c'est l'investissement des grands pays industriels qui a pris le relais, avec un apport massif de capitaux qui dépasse les 50 milliards de dollars en 2003.

Toute une série de réformes ont accompagné ce double mouvement de libéralisation interne et d'ouverture au marché mondial. Une première loi a autorisé les particuliers à détenir des sociétés à responsabilité limitée. En 2004, la constitution a été remaniée afin de renforcer le rôle du secteur non étatique et réaffirmer le droit de la propriété privée. L'interdiction faite aux entreprises privées d'intervenir dans certains secteurs (infrastructures, services publics, services financiers) vient d'être abolie en 2005. L'investissement direct étranger a été autorisé et encouragé par la mise en place de zones franches côtières et l'abaissement des droits de douane. Le monopole d'État sur le commerce extérieur a été démantelé, ainsi que le système de taux de change multiples. Dans la foulée, la Chine a adhéré à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Le secteur privé s'est donc étendu : il réalise aujourd'hui plus de la moitié du PIB et les trois quarts des exportations. C'est lui qui crée l'essentiel des nouveaux emplois et dégage la meilleure rentabilité (15 % en 2003 contre 5 à 10 % dans le secteur étatique). A l'intérieur de ce secteur privé, les entreprises étrangères - souvent associées en *joint ventures* à des entreprises chinoises - réalisent 75 % des exportations. Mais les exportations du secteur privé sous contrôle chinois progressent encore plus rapidement, à mesure que lui sont octroyées de nouvelles licences d'exportation. Le secteur d'État est parallèlement soumis à des restructurations permanentes, qui ont conduit à la suppression de 45 millions d'emplois au cours des cinq dernières années. Mais 35 % des entreprises d'État sont encore jugées non rentables, et une sur six a des fonds propres négatifs. Toutes ces transformations se sont produites dans un contexte de très forte croissance (voir encadré) et sur la base d'une spectaculaire accumulation de capital : aujourd'hui l'investissement représente 42 % du PIB, contre environ 20 % en France et 15 % en Amérique latine.

Exportations et taux de change

Les exportations ont été le moteur de cette croissance, grâce à des coûts salariaux très faibles (de 10 fois inférieurs à ceux des pays riches) mais aussi d'un taux de change favorable. La Chine a choisi d'établir un taux de change fixe entre sa monnaie et le dollar, suivant en cela les préceptes du FMI et de la Banque mondiale. Depuis 2000, le yuan suit donc la baisse du dollar, ce qui dope encore plus les exportations, et permet d'attirer un énorme flux de capitaux.

Les rapports entre la Chine et les Etats-Unis sont donc compliqués : la Chine contribue à hauteur de près de 40 % au déficit US mais elle contribue à financer ce déficit en achetant des actifs libellés en dollars. Les Etats-Unis voudraient imposer une réévaluation du yuan pour rendre les produits chinois moins compétitifs, mais ils seraient gravement fragilisés si la Chine cessait de placer ses excédents en dollars. En juillet dernier, les autorités chinoises ont feint d'entendre raison en acceptant une ridicule réévaluation du yuan (à peine plus de 2 % !). La sous-évaluation du yuan est incontestable, mais il ne s'agit pas seulement de manipulation monétaire : elle résulte au fond de la non redistribution aux salariés chinois des fruits de la croissance.

Salaires et inégalités

L'évolution des salaires est évidemment fondamentale, mais on ne dispose que d'informations imprécises. On sait qu'il existe d'énormes inégalités entre régions : le revenu moyen à Shanghaï est ainsi quatre fois supérieur à la moyenne du pays. Le chômage atteint 8 % dans les zones urbaines et on évalue à 200 millions de personnes le sous-emploi dans les campagnes. Cette « armée industrielle de réserve » engendre un fort exode rural et vient peser sur la progression des salaires qui reste en moyenne inférieure à celle du PIB.

La croissance tire malgré tout l'ensemble des revenus, de manière chaotique, de telle sorte que l'on a à la fois un creusement des inégalités et un recul de la pauvreté absolue. Une progression plus en phase des salaires par rapport à la production permettrait de recentrer la croissance sur le marché intérieur, de relativiser le rôle des exportations et de l'investissement étranger, et d'amorcer ainsi un processus de convergence des coûts salariaux vers les normes mondiales. C'est un peu ce qui s'est passé en Corée du Sud, à une autre échelle, et moyennant de très violentes luttes sociales. Si cette évolution semble inéluctable, elle risque de prendre beaucoup de temps, au cours de laquelle les avantages compétitifs de la Chine paraîtront insupportables aux grands pays industriels.

Ce sont les inégalités de revenus qui font que le modèle n'est pas « soutenable » à terme. Une des dimensions de ce problème est le vieillissement. En 2030, un quart de la population aura plus de 65 ans : c'est le résultat paradoxal d'une brutale politique de contrôle des naissances. Or, le régime public de retraites ne couvre que 14 % de la population active. Depuis sa réforme en 1997, il prévoit le versement d'une pension de base à taux uniforme et d'une pension proportionnelle aux cotisations, indexée sur le taux des dépôts bancaires. Le gouvernement voudrait transformer ce deuxième pilier en comptes individuels de retraite par capitalisation, et une réforme expérimentale de ce type a été lancée dans plusieurs provinces. Cette question va durablement peser sur la situation sociale.

Où va la Chine ?

Tout dépendra de la vitesse relative de plusieurs phénomènes. Dans le camp impérialiste, les larmes de crocodile sur les droits sociaux bafoués peuvent se transformer en mesures de rétorsion plus ou moins belliqueuses. Cependant, le camp impérialiste est divisé. Pour certains, la concurrence chinoise représente une menace mortelle qui s'étend à des secteurs de haute technologie. Mais, pour d'autres, la Chine présente un double avantage : elle offre des débouchés, avec un des rares grands marchés intérieurs en expansion, et elle est aussi pourvoyeuse de biens de consommation à bas prix qui permettent de faire baisser la valeur de la force de travail. Soit dit en passant, cette propriété - déjà analysée par Marx dans *Le Capital* - réduit à néant l'argument des avocats de la mondialisation, selon lequel les importations à bas prix en provenance de la Chine bénéficieraient aux consommateurs. Si les évolutions actuelles se prolongent, il est probable que ces avantages passeront progressivement au second rang par rapport aux inconvénients concurrentiels. On verrait alors se déchaîner l'agressivité des puissances impérialistes, avec une nouvelle extension des mesures protectionnistes similaires aux quotas européens et l'exigence réaffirmée d'une réévaluation du yuan, le tout enrobé d'une rhétorique sur les droits de l'homme et la protection des emplois.

Mais ce sont au fond les salariés et les paysans chinois qui tiennent la clé des évolutions à venir. Et il ne s'agit pas là de rhétorique. S'ils arrivent, malgré l'appareil répressif du Parti et du syndicat unique (qui en est très classiquement la courroie de transmission), à s'organiser et à imposer une nouvelle répartition des revenus et un contrôle sur les priorités de l'économie, alors un grand pas aura été franchi. Car ils auront alors mis fin au double paradoxe chinois : celui d'une économie qui croît si vite et redistribue si peu, et celui d'une sorte de « capitalisme bureaucratique d'Etat » qui ne pourra réussir longtemps à combiner les traits les plus repoussants du capitalisme sauvage et d'un « communisme » totalement dégénéré.

La naissance d'un géant

Avec 1,3 milliards d'habitants, la Chine regroupe près d'un cinquième de la population mondiale. Cet effet de taille rend d'autant plus spectaculaire les performances économiques : au cours des deux dernières décennies, le PIB a augmenté en moyenne de 9½ % par an et a donc été multiplié par 6. La taille absolue de l'économie dépasse aujourd'hui celle d'un certain nombre des principaux pays européens. Mais le PIB par tête est encore très bas (4000 dollars par an en parité de pouvoir d'achat, contre 25000 en France).

La population active compte 757 millions de personnes, dont 490 millions dans les zones rurales. Elle est employée à 46 % dans l'agriculture, 18 % dans l'industrie, et 36 % dans les services.

Les exportations chinoises ont considérablement progressé, passant de 10 milliards de dollars en 1978 à 226 en 2002, et elles représentent environ 4 % des exportations mondiales.

Avec 450 milliards de dollars, le stock cumulé d'investissement étranger en Chine est le 5ème du monde (celui des Etats-Unis atteint 1300 milliards).

Désastres environnementaux

La croissance chinoise est souvent présentée comme une catastrophe écologique en soi. Ainsi, six des dix villes les plus polluées du monde se trouvent en Chine, les pluies acides tombent sur un tiers du territoire, les eaux contaminées tuent plus de 30 000 enfants chaque année : on pourrait multiplier les exemples des méfaits d'une croissance chaotique.

Le rendement énergétique est très mauvais : pour chaque dollar produit, la Chine dépense 4,7 fois plus d'énergie que les Etats-Unis, et 11,5 fois plus que le Japon. Après l'amélioration constatée au cours des deux dernières décennies, la consommation d'énergie s'est mise à croître plus vite que le PIB depuis 2002. Le charbon et le pétrole - dont les achats chinois contribuent à faire monter le cours - sont les principales sources d'énergie.

Le gouvernement met beaucoup d'argent dans l'environnement (85 milliards de dollars au cours des cinq dernières années) et ouvre ainsi un énorme marché aux entreprises étrangères. Mais il est incapable de contrôler les pratiques désastreuses des entreprises, soucieuses avant tout de leur chiffre d'affaires. La question-clé est de savoir si le gouvernement sera capable ou non d'imposer aux entreprises une croissance plus respectueuse de l'environnement et de mener les politiques adéquates en matière énergétique. C'est donc en Chine, compte tenu de sa taille et de sa croissance, que se joue en grande partie l'environnement de la planète.